



Envoyé en préfecture le 04/04/2025  
Reçu en préfecture le 04/04/2025  
Publié le  
ID : 038-447593104-20250327-25DL031-DE

**CONVENTION D'OPERATION n°2025-54207**  
**Epfl du Dauphiné | Commune de Saint-Ismier | Communauté de communes**  
**Le Grésivaudan**  
Opération « Route de Chambéry »

Entre les Soussignés :

L'établissement public foncier local du Dauphiné, représenté par son directeur en exercice, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du XXX XXXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « epfl du Dauphiné »

D'une part,

La Commune de Saint-Ismier, collectivité garante, représentée par son maire en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXXX, en date du XX XXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « collectivité garante »

et

La Commune de communes Le Grésivaudan, représentée par son président en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXX, en date du XX XXXX, déposée en préfecture le XXX,

Ci-après dénommé « communauté de communes Le Grésivaudan »

D'autre part,

## Sommaire

TITRE I. PREAMBULE .....	3
TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL.....	3
Article 1. Contexte général et objet de la convention .....	3
Article 2. Dispositions concernant la communication des parties .....	3
Article 3. Durée et terme de la convention.....	4
TITRE III.L'OPERATION.....	4
Article 4. Projet et programme .....	4
Article 5. Périmètre d'intervention .....	4
Article 6. Organisation des acquisitions .....	4
Calendrier des acquisitions .....	5
Modalités d'acquisition.....	5
Article 7. Requalification foncière et immobilière .....	6
Article 8. Modalités de gestion transitoire.....	7
TITRE IV.CESSIONS des biens immobiliers.....	7
Article 9. Modalités de cession .....	7
Article 10. Paiement fractionné .....	8
Si la cession directe à un opérateur n'est pas rendu possible, les parties conviennent de la mise en place d'un paiement fractionné du prix de revient de l'opération sur les exercices 2029 à 2031 inclus, afin de faciliter la mise en œuvre éventuelle de rachat par la collectivité garante.	8
Article 11. Bilan d'opération.....	8
Article 12. Minoration foncière .....	9
TITRE V. AUTRES MODALITES.....	9
Article 13. Suivi de l'opération .....	9
Article 14. Résiliation anticipée .....	9
Modalités de résiliation.....	9
Effets de la résiliation.....	9
Article 15. Litiges.....	10
TITRE VI.ANNEXES.....	10

## TITRE I. PREAMBULE

---

L'epfl du Dauphiné est un établissement public local foncier à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

Conformément à l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres, collectivités adhérentes, des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code précité.

L'action de l'epfl s'inscrit dans le cadre de son 5ème programme pluriannuel d'intervention (PPI), validé le 10 février 2022.

La Commune de Saint-Ismier au titre de sa compétence en matière de logements envisage une opération de 90 logements située le long de la route départementale 1090.

Les parties entendent définir les modalités d'intervention des parties à la convention, et instaurer une relation de coopération afin de réaliser leurs missions de service public. C'est sur la base de cette coopération horizontale que les parties décident de conclure la présente convention opérationnelle.

**Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :**

## TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL

---

### Article 1. Contexte général et objet de la convention

Le projet, objet de la présente convention, concerne une opération de production de logements située le long de la route de Chambéry sur la commune de Saint Ismier.

La présente convention opérationnelle a pour objet de déterminer les modalités de la coopération publique entre l'epfl du Dauphiné et les collectivités partenaires du projet d'aménagement pour la réalisation de leurs missions respectives de service public.

L'epfl du Dauphiné est ainsi chargé d'acquérir, d'effectuer des travaux de proto-aménagement et de gérer les biens immobiliers identifiés dans les articles suivants, pour les céder à un tiers ou à la collectivité garante, dans les conditions fixées par la présente convention.

### Article 2. Dispositions concernant la communication des parties

Par la présente convention, l'epfl du Dauphiné intervient pour le compte de la collectivité garante en amont des opérations prévues par celle-ci, afin de constituer des réserves foncières, de requalifier le foncier, de faciliter la mise en œuvre de son projet.

L'epfl du Dauphiné s'engage, dans la communication relative aux opérations qu'il mène, à rappeler qu'il intervient pour le compte de collectivité garante, par exemple sur les panneaux de chantier, ainsi que la participation financière de celle-ci.

De même, lorsque la collectivité garante mènera à bien son projet sur un tènement ayant bénéficié de l'intervention de l'epfl du Dauphiné, la communication alors mise en place devra rappeler l'intervention de l'établissement et faire apparaître le montant de sa participation financière.

Par ailleurs, dans le cadre de leur partenariat, les parties s'engagent à l'ensemble des cosignataires de la présente convention à toute manifestation ou évènement lié au projet commun.

### Article 3. Durée et terme de la convention

La présente convention est conclue pour une **durée de 7 ans (SEPT ANS)** à compter de la date à laquelle elle est rendue dûment exécutoire, après signatures des parties. La présente convention s'achève au terme de la durée précitée, ou par anticipation en cas de cession des biens avant cette date d'échéance ou ainsi que précisée à l'article lié à la résiliation anticipée ci-après.

Cette durée **peut être prorogée par voie d'avenant**.

Pendant toute la durée de la convention, l'epfl du Dauphiné assure le portage des biens acquis ainsi que le financement des dépenses opérationnelles réalisées dans le cadre de la requalification foncière.

## TITRE III. L'OPERATION

### Article 4. Projet et programme

Le projet de production de 90 logements s'étend sur une emprise foncière de 8 976 m<sup>2</sup> se situant entre le 925 et le 1057 route de Chambéry à Saint Ismier.

### Article 5. Périmètre d'intervention

Le périmètre de l'opération porte sur une emprise totale de 8976 m<sup>2</sup> sise sur la Commune de Saint-Ismier

La commune détient la maîtrise foncière de :

- la parcelle cadastrée section A0 n°159 d'une superficie de 937 m<sup>2</sup> (maison)
- la parcelle cadastrée section A0 n°158 d'une superficie de 1083 m<sup>2</sup> (maison)
- la parcelle cadastrée section A0 n°156 d'une superficie 779 m<sup>2</sup> (parking)

Soit un total de 2 799 m<sup>2</sup>

La SCCV Saint Ismier les Vignes a acquis en 2022 la maison cadastrée section A n°154 pour 620 000 € pour une superficie de 1297 m<sup>2</sup>

Pour finaliser la maîtrise foncière du périmètre de l'opération, il reste à acquérir par l'epfl 4 880 m<sup>2</sup> soit la :

- Parcelle cadastrée section AO n° 160 d'une superficie de 496 m<sup>2</sup> (maison)
- Parcelle cadastrée section AO n°157 d'une superficie de 1341 m<sup>2</sup> (maison)
- Parcelle cadastrée section AO n°155 d'une superficie de 1 105 m<sup>2</sup> (maison)
- Parcelles cadastrées section AO n°361,362 d'une superficie de 1938 m<sup>2</sup> (maison)

### Article 6. Organisation des acquisitions

Aucune acquisition ne pourrait être effectuée par l'epfl du Dauphiné avant que la présente convention soit exécutoire, à l'exception d'acquisitions menées préalablement soit au titre d'une précédente convention à laquelle la présente fait suite ou soit au titre d'une préemption.

## Calendrier des acquisitions

**L'acquisition des biens est prévue sur une durée de 4 ans**, à compter de la signature de la présente convention.

### Modalités d'acquisition

Dans le cadre des acquisitions, l'epfl du Dauphiné s'engage à respecter les textes en vigueur en matière de consultation préalable des services de l'Etat (pôle d'évaluation de la DDFIP 38, ex France Domaines). Seul l'epfl est habilité à saisir les services concernés.

Par principe, l'epfl acquiert des biens libérés de toute occupation.

Par exception, l'epfl peut acquérir des biens faisant l'objet d'une occupation à usage d'habitation, commercial ou professionnel. Dans ce cas, les parties prévoient de se rencontrer pour déterminer leurs responsabilités respectives en matière de transfert provisoire ou définitif ou d'éviction des occupants.

Lorsque l'epfl du Dauphiné acquiert des biens en vertu de la présente convention, il est habilité à mettre en œuvre les différents modes d'acquisition suivant :

- Acquisitions amiables

A l'aune du programme d'acquisitions susmentionné, l'epfl du Dauphiné s'engage à mener un processus de négociations amiables à compter de la date exécutoire de la présente convention. Un rendu compte sera présenté annuellement/trimestriellement à l'ensemble des parties.

Dans ce cas, l'epfl du Dauphiné procède aux négociations avec les propriétaires et le cas échéant, avec les professionnels concernés, en vue notamment de la mise au point des promesses de vente et des actes de toute natures, nécessaires à la réalisation des acquisitions amiables.

- Exercice du droit de préemption, du droit de priorité et mise en demeure d'acquérir

En sa qualité d'établissement public, l'epfl du Dauphiné peut exercer des prérogatives de puissance publique pour acquérir des biens immobiliers.

Pour la bonne exécution de la présente convention, la collectivité compétente s'engage à transmettre à l'epfl du Dauphiné toute décision de délégation du droit de préemption, qu'elle soit à portée générale à l'intérieur du périmètre ou prise au cas par cas en application de l'article L213-3 et L240-1 du code de l'urbanisme.

Ces délégations peuvent intervenir en début de l'exécution de la présente convention ou en cours d'exécution.

Dans tous les cas, la procédure de substitution de l'epfl du Dauphiné à la collectivité dans ses droits et / ou ses obligations est la suivante :

- Lors de la réception, d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) ou d'une mise en demeure d'acquérir relative à des biens immobiliers inclus dans le périmètre d'intervention défini dans la présente convention, la collectivité peut adresser à l'epfl du Dauphiné, par écrit, une invitation à acquérir motivée (motifs de droit et de fait).
- A compter de la réception de l'invitation à acquérir, l'epfl dispose de quinze jours pour accepter ou refuser la demande de la collectivité. Le rejet de la demande de la collectivité sera écrit et motivé.
- En cas d'acceptation, la collectivité s'engage à transmettre à l'epfl l'arrêté subséquent dans les meilleurs délais.

## Article 7. Requalification foncière et immobilière

Conformément à l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné est compétent pour réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, au sens de l'article L. 300-1 du même code. L'epfl du Dauphiné assure la passation des marchés publics de travaux en ses qualités de maître de l'ouvrage et de pouvoir adjudicateur, conformément au code des marchés publics.

Il est convenu entre les parties que l'epfl du Dauphiné engagera les travaux de proto-aménagement dès que les conditions de réalisation de tels travaux seront réunies. Le programme de ces travaux sera établi en concertation avec la collectivité garante. Les travaux peuvent être de quatre natures différentes :

- Travaux de mise en sécurité du site et des biens

L'epfl du Dauphiné pourra procéder de sa propre initiative, sans que la collectivité garante, puissent s'y opposer, à tous travaux qu'il estimera nécessaires pour en assurer la sécurisation du site et des biens acquis. Cette sécurisation visera la protection des personnes habilitées à pénétrer dans le site, la prévention des dommages aux tiers extérieurs, la lutte contre les intrusions illicites et pourra en cas d'urgence, conduire à la démolition partielle ou totale d'un bien acquis.

- Travaux de requalification

L'epfl du Dauphiné assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification des Biens, de telle sorte que ceux-ci soient utilisables pour des réalisations en cohérence avec le projet.

Ainsi, la nature des travaux envisageables pourra consister en :

La démolition totale ou partielle, ainsi que le désamiantage des bâtiments et autres ouvrages présents sur le site ;

La purge totale ou partielle des fondations sur l'emprise des bâtiments existants ;

En cas de bâtiments à conserver, l'epfl pourra être amené à réaliser des travaux de reprise du clos et couvert ;

- Travaux de dépollution

Au cas de la présence d'un exploitant titulaire d'une autorisation d'exploitation d'une installation classée et auquel il appartient de remettre le site concerné en l'état en fonction de la réglementation applicable, l'epfl du Dauphiné interviendra en tant que de besoin pour s'assurer de la réalisation des travaux de remise en état et en assurer la facilitation en lien avec les services de l'État.

En cas d'absence ou de disparition ou de carence avérée de l'exploitant, l'epfl du Dauphiné établira et réalisera en concertation avec collectivité garante, un programme de dépollution qui, si le projet d'aménagement des terrains est suffisamment avancé, tiendra compte de l'implantation des futures constructions (voirie, espaces libres, jardins potagers, etc.) et de la destination des constructions envisagées (sous-sols, logements, équipements recevant du public, etc.).

- Travaux de mise en état des sols et de sécurité du site

L'epfl pourra procéder à des travaux sommaires de mise en état des sols et de sécurisation du site (aplanissement, pose de merlon de terre, clôture, portail, etc.), des travaux de nature à rendre le site accessible sans prendre en compte les travaux à la charge de l'aménageur, quels qu'ils soient, (notamment VRD, compactage de terre, plantation, etc.).

L'epfl du Dauphiné pourra notamment réaliser des travaux pré-ventilation de la mesure où la collectivité en assurera l'entretien.

## **Article 8. Modalités de gestion transitoire**

Dans le cadre des droits et obligations du propriétaire, l'epfl du Dauphiné s'engage à assumer les responsabilités et charges qui sont les siennes durant la période de portage.

Sur une période transitoire déterminée et de courte durée, l'epfl du Dauphiné s'autorisera la possibilité de mettre à disposition temporairement les biens acquis pour un usage transitoire.

En cas d'occupation(s) illicite(s), l'epfl du Dauphiné informera la collectivité garante et la Communauté de communes du Grésivaudan des démarches engagées.

## **TITRE IV. CESSIONS DES BIENS IMMOBILIERS**

---

### **Article 9. Modalités de cession**

En application de la présente convention, l'epfl s'engage à céder les biens immobiliers acquis pour le compte de collectivité garante, au fur et à mesure des besoins de la réalisation du projet.

Les parties s'engagent à privilégier une cession directe à un ou des tiers des biens acquis par l'epfl dès lors que le projet est conforme aux intentions de collectivité garante.

Les parties s'engagent à respecter les règles de transparence en matière de cession des biens et à se conformer aux dispositions légales en vigueur.

#### **- Cession directe à un ou des tiers**

La cession peut intervenir auprès d'un ou de tiers désigné(s) par la collectivité garante et après accord des parties cosignataires de la convention.

Dans le cadre d'une opération où la maîtrise foncière est assurée pour partie par l'epfl du Dauphiné et pour partie par un autre opérateur, la cession du foncier détenu par l'epfl pourra se réaliser au profit de ce tiers, dès lors qu'il répond aux enjeux et intentions du projet souhaité par la collectivité garante.

En cas d'appel à projet, l'epfl du Dauphiné pourra apporter son concours à l'organisation d'un ou de plusieurs appels à projet afin de faire émerger, sur une assiette foncière définie, un projet et permettre à terme une cession directe par l'epfl dudit terrain au porteur du projet lauréat.

Si ces biens n'ont pu être cédés préalablement à des opérateurs tel que prévu ci-dessus, la collectivité garante a vocation à devenir propriétaire des biens acquis par l'epfl du Dauphiné pour son compte et s'engage sans réserve à racheter lesdits biens avant le terme de la présente convention.

#### **- Cession à collectivité garante**

La cession peut également intervenir directement auprès de la collectivité garante dès lors qu'elle en fait la demande écrite.

La collectivité garante reste responsable des engagements qu'elle a souscrits et devra effectuer le rachat des biens si leur cession n'a pu être réalisée pendant la durée de la convention.

## Article 10. Paiement fractionné

Si la cession directe à un opérateur n'est pas rendu possible, les parties conviennent de la mise en place d'un paiement fractionné du prix de revient de l'opération sur les exercices 2029 à 2031 inclus, afin de faciliter la mise en œuvre éventuelle de rachat par la collectivité garante.

Le montant de chacune de ces 3 annuités sera **de 900 000 €**.

## Article 11. Bilan d'opération

Le bilan d'opération des biens portés par l'epfl du Dauphiné sera établi à la date de cession. Il permet de définir les modalités de sorties de portage, sur la base de l'ensemble des dépenses et recettes liées à l'opération.

### Prix de revient :

Le prix de revient comprend l'ensemble des dépenses effectuées consenties par l'epfl du Dauphiné dans le cadre de l'opération :

- Prix d'acquisition,
- Coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, opérateur foncier, géomètre, contentieux, etc.),
- Coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien),
- Montant de la TVA.

Et éventuellement, complété des dépenses suivantes :

- Coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (dépollution, nettoyage, protection...),
- Coûts particuliers de surveillance et de protection,
- Coûts d'études préliminaires.

Et éventuellement, réduit par les recettes suivantes :

- Loyers perçus,
- Subventions, etc

### Prix de Cession :

Le prix de cession est établi en cohérence avec le prix de marché et dépend également du processus de sélection de l'acquéreur (appel à projet, vente via agence, vente à aménageur.).

La cession sera soumise à l'avis du pôle évaluations de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère.

Le bénéficiaire de la cession devra justifier son offre par la production d'un bilan d'opération détaillé, s'il propose un prix inférieur au prix de revient.

### Solde du bilan d'opération :

A la cession, que ce soit à la collectivité garante ou à un tiers, le solde à devoir par la collectivité garante est établi de la manière suivante :

Solde = [Prix de cession tiers + annuités de fractionnement perçues] – [prix de revient constaté - minoration prise en charge par l'epfl]



→ Si le solde est négatif, la collectivité poursuit l'échéancier de concurrence du solde. La dernière annuité est ajustée si besoin en fonction de la réalité du prix de revient.

→ Si le solde est positif : L'epfl du Dauphiné rembourse à la collectivité le trop-perçu l'année après la cession du dernier des biens acquis

La minoration est précisée à l'article suivant.

La Commune de Saint-Ismier étant en situation de carence, l'epfl pourra utiliser le fond SRU pour couvrir le déficit restant à la charge de la commune.

## Article 12. Minoration foncière

S'il est constaté que le prix de cession, en référence à la valeur marché du bien, est inférieur au prix de revient, l'epfl pourra participer financièrement à la prise en charge du déficit foncier.

La prise en charge du déficit foncier doit nécessairement être financée en majeure partie par la collectivité garante qui verse sa quote-part de participation soit à l'epfl du Dauphiné, soit directement au porteur de projet.

Ainsi, l'epfl du Dauphiné pourra participer financièrement à une hauteur maximum de 49% du déficit foncier constaté dans la limite d'un pourcentage du prix de revient (PR) selon le projet à réaliser.

En l'espèce, s'agissant d'une opération multi-produits, la minoration sera déterminée au prorata du prix de revient des surfaces des projets éligibles. Soit 10 % du PR pour la partie logements libre et 15% du PR pour la partie Logements Locatifs Sociaux).

## TITRE V. AUTRES MODALITES

### Article 13. Suivi de l'opération

Les parties conviennent, par le biais d'un Comité de Pilotage constitué de représentants de chacune d'elles, de se réunir au moins une fois par an afin de dresser le bilan et l'état d'avancement de la coopération.

### Article 14. Résiliation anticipée

#### Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle peut également être résiliée pour un motif légitime par l'une des parties, moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Il est dès à présent convenu que la modification de la destination des biens prévus à l'Article 6 de la présente convention rendant l'intervention de l'epfl non conforme avec ses compétences légales et statutaires, est un motif légitime de dénonciation à l'initiative de l'epfl du Dauphiné.

#### Effets de la résiliation

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des missions effectuées par l'epfl. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans

lequel l'epfl s'engage à remettre à la collectivité garante l'ensemble de l'inventaire dressé à cette occasion.

La collectivité garante est tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'epfl du Dauphiné dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention.

La résiliation emporte de plein droit :

- Résiliation à l'initiative de la Commune sur le territoire de laquelle l'opération est portée :

Remboursement, dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention, des dépenses et frais acquittés par l'epfl par la Commune

- Résiliation à l'initiative de la collectivité garante ou de l'epfl :

Cession des biens à collectivité garante dans un délai maximal de 6 mois. Un bilan de portage (dépenses-recettes) sera transmis sous un délai d'1 mois à la collectivité garante

## Article 15. Litiges

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, si aucun accord ne peut être trouvé, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble, à l'initiative de la partie diligente, suivant la production à l'autre partie d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de 30 jours ouvrés (le cachet de la poste figurant sur l'accusé de réception, faisant foi).

## TITRE VI. ANNEXES

---

- Plan de l'opération
- Bilan prévisionnel

**Fait en X exemplaires**

**A Grenoble, le 24 avril 2025 (date à conserver car antérieure à la décision d'acquisition)**

Pour la Commune

Pour l'EPCI

Pour l'epfl du Dauphiné

Le Maire

Le Président

Le Directeur Général  
Vincent REMY

## Bilan prévisionnel HT - Opération -

Dépenses supportées par l'epfld	Bilan actualisé	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total
<b>Coût études amont</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Etude(s) capacité	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Etude(s) urbaine(s)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres études	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Coût acquisition</b>	<b>0 €</b>	<b>890 950 €</b>	<b>1 096 950 €</b>	<b>679 800 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 667 700 €</b>
Prix d'acquisition	0 €	865 000 €	1 065 000 €	660 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 590 000 €
Frais d'acquisition	0 €	25 950 €	31 950 €	19 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 700 €
<b>Coût de portage</b>	<b>0 €</b>	<b>3 051 €</b>	<b>9 160 €</b>	<b>12 315 €</b>	<b>12 478 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>37 005 €</b>
Frais de géomètre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Frais de gestion patrimoniale	0 €	1 000 €	3 000 €	4 000 €	4 000 €	0 €	0 €	0 €	12 000 €
Frais de copropriété	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Indemnités éviction	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Taxe foncière & impôts	0 €	2 000 €	6 040 €	8 161 €	8 324 €	0 €	0 €	0 €	24 525 €
Consommation fluides	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Frais de contentieux	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sécurisation	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Divers services extérieurs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Assurance	0 €	51 €	120 €	154 €	154 €	0 €	0 €	0 €	480 €
<b>Etudes ingénierie foncière</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Coût proto-aménagement</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Coût de revente</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total dépenses HT</b>	<b>0 €</b>	<b>894 001 €</b>	<b>1 106 110 €</b>	<b>692 115 €</b>	<b>12 478 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 704 705 €</b>

Recettes perçues (hors paiement fractionné)	Bilan actualisé	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total
Participation fonctionnement epfld	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Subvention acquisition	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Subvention travaux	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Recettes divers (remb trop perçu, etc.)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Sous-total recettes intégrées au coût de revient</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Loyers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Produit de cession	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 293 600 €	0 €	0 €	2 293 600 €
Reste à charge collectivité garante	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total recettes HT</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 293 600 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 293 600 €</b>

<b>Coût de revient HT</b>	<b>0 €</b>	<b>894 001 €</b>	<b>1 106 110 €</b>	<b>692 115 €</b>	<b>12 478 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 704 705 €</b>
---------------------------	------------	------------------	--------------------	------------------	-----------------	------------	------------	------------	--------------------

<b>Bilan dépenses recettes HT</b>	<b>0 €</b>	<b>-894 001 €</b>	<b>-1 106 110 €</b>	<b>-692 115 €</b>	<b>-12 478 €</b>	<b>2 293 600 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-411 105 €</b>
-----------------------------------	------------	-------------------	---------------------	-------------------	------------------	--------------------	------------	------------	-------------------

<b>Calcul de la minoration EPFL</b>	
Prix de revient	<b>2 704 705 €</b>
Recettes attendues	2 293 600 €
Déficit foncier	411 105 €
<b>Minoration EPFL (49% déficit)</b>	<b>201 441 €</b>
<b>Reste à charge collectivité EHT</b>	<b>209 664 €</b>

49% déficit  
10% PR (65% libre)  
15% PR (35% LLS)  
possibilité de mobiliser fond SRU

## Prévisionnel pour convention

Paiement fractionné si pas de cession directe à un opérateur	Montants	2029	2030	2031
<b>Total reste à charge collectivité HT</b>	2700000 € HT	900000 € HT	900 000 €	900 000 €